

## PAROLE D'EXPERT

Par Dominique BOURG, philosophe, professeur à l'Université de Lausanne

**CEF : 20 mois après la Cop 21, la politique écologique a été largement absente de la campagne présidentielle. Si l'impulsion écologique s'es-souffle au sommet de l'État, cela vaut-il la peine de faire des efforts au niveau communal ? Si oui, que peut-on faire d'efficace, d'utile et de bon localement ?**

Depuis la sortie de Donald Trump de l'accord de Paris, un président ubuesque qui pousse jusqu'au ridicule la dérive des Républicains entamée avec Reagan, le dynamisme et le sens sont clairement passés du côté de ceux qui luttent pour le changement climatique. Le « Make our Planet Great Again » du jeune président Macron a été un coup de maître. Je crois que bien involontairement, Trump a redynamisé la lutte contre le changement climatique en quelque sorte par l'absurde, en incarnant à merveille la bêtise crasse de l'inaction.

Cela dit, le problème reste ce qu'il était. Nous avançons, les capacités de production énergétique renouvelables croissent bel et bien. Elles équivalaient l'an dernier à grosso modo la moitié des capacités nouvelles installées. Mais le rythme est encore largement insuffisant pour que nous réduisions avant vingt ans de moitié nos émissions carbonées.

Il conviendrait aussi d'assister à une conversion de l'agriculture intensive à l'agroécologie, et là nous sommes beaucoup plus loin encore du but. Et pendant ce temps le changement climatique s'accélère. Tout du moins c'est ce qui s'est produit les trois dernières années et la température moyenne ne descend nullement en 2017 comme on aurait pu s'y attendre avec la fin du phénomène *El Niño* l'an dernier.

Alors que faire localement ? Tout. Les changements globaux se construisent localement, grâce à des initiatives locales. Il est d'ailleurs à regretter que les coopératives énergétiques soient si rares en France. Les campagnes sont aussi les endroits où il est difficile

de se passer de voiture mais où on peut les mutualiser.

**Vers quels buts doit tendre la politique écologique en Europe à l'horizon de 20 ans ? Comment ces buts peuvent-ils être déclinés à l'échelle des territoires ?**

On pourrait dans les vingt prochaines années construire une économie circulaire en substituant progressivement aux matières premières des matières recyclées et des matières bio-sourcées. Dans les deux cas les gisements seraient locaux et les activités pourraient être relocalisées. Les plantes peuvent fournir des molécules pour la chimie, la pharmacie ou les cosmétiques ; des catalyseurs pour la synthèse de toutes sortes de molécules ; des résines pour les imprimantes 3D en vue de moulages divers. On peut extraire des algues ou des céréales des bioplastiques. Les usages du bois, du lin et du chanvre (parpaings et isolants pour le bâtiment), sont désormais bien connus.

Évidemment, il conviendrait de tirer des sols tous ces matériaux en pratiquant l'agroécologie, sinon on reprendrait d'une main ce qu'on donnerait de l'autre. Par ailleurs, et tel est l'objectif, les activités extractives, leurs incidences environnementales et énergétiques, diminueraient au prorata. De nombreuses créations d'emplois s'ensuivraient, comme avec les énergies renouvelables. Elles pourraient être accompagnées de la construction d'une société plus solidaire et moins violente.

Retrouvez de nombreux éclairages pour guider votre action d'élu-e-s sur

[www.forum.cef.fr](http://www.forum.cef.fr)

Deux mises à jour hebdomadaires !

## PAROLE DE PRATICIEN

Par **Maxime de ROSTOLAN**,  
Coordinateur du projet « Fermes d'avenir »

**En matière d'écologie, les enjeux sont mondiaux. Vous vous agissez localement. On peut penser que vous vous trompez d'échelle...**

**N**on, je me contente de mettre en œuvre la devise : « penser global, agir local ». Certes, nous agissons localement, mais partout en France par le biais d'un réseau. Par ailleurs, les enjeux sont très liés au pays, il est déjà suffisamment complexe de trouver les bons leviers, d'identifier et associer les bons acteurs en France, que je ne vois pas comment dupliquer cette dynamique dans d'autres pays dont je ne maîtrise pas les codes... Par ailleurs, ce que je fais s'inscrit dans toute une démarche, avec un souci de cohérence : je ne prends pas l'avion car je tiens à mon bilan carbone, je ne me verrais pas parcourir la moitié de la planète pour donner une conférence ou visiter un projet !

**Quel est votre but ?**

**M**on but est de tout faire pour mettre en œuvre la transition agro-écologique en France. C'est un vrai enjeu conjuguant les questions de santé, d'emploi, d'environnement, d'éducation... et il convient de mettre tout le monde autour de la table, des acteurs historiques aux poids lourds économiques, des porteurs de projet aux financeurs, en passant par les élus et les citoyens... Ce n'est pas simple, mais nous remuons tous les cocotiers du secteur... et tentons de développer des projets exemplaires. C'est bien entendu l'exemple qui reste la meilleure école.

**Quelles sont les difficultés majeures que vous avez rencontrées dans la mise en œuvre du projet ?**

**N**otre plus gros problème a été et reste de gagner notre légitimité auprès des acteurs historiques de l'agriculture paysanne et biologique, installés depuis une quarantaine d'années. Ils nous voient d'un œil suspicieux, car nous n'avons pas les mêmes stratégies, la même culture, le même temps. Si nous arrivions à parler tous d'une même voix, nous serions bien plus influents et saurions contrer les arguments et intérêts des partisans de l'agriculture industrielle et chimique !

**Quel accueil vous font les élus territoriaux ?**

**L**a Communauté de Communes de Montlouis-sur-Loire est derrière nous depuis le début. On fait des points

réguliers à la mairie pour et avec la population. Avec Tours, qui est une métropole désormais, nous suivons un projet d'agriculture urbaine. Je participe d'ailleurs aux réflexions de la commission d'agriculture qui travaille sur le PAT (Plan Alimentaire Territorial). Beaucoup d'élus locaux nous contactent pour qu'on les aide à trouver le maraîcher qui exploitera les terrains dont ils disposent suivant des principes de la permaculture, mais il faut pour cela trouver des chargés de mission locaux et compétents ! Nous formons ce type de profils dans le cursus que nous avons baptisé « Payculteur », qui fournit tous les outils et savoirs nécessaires pour déployer ce genre de dynamique territoriale...

**Qu'auriez-vous envie de dire à des élus locaux dans la France entière ?**

**C**eci : Vous êtes essentiels pour le développement de l'agriculture écologique, grâce au levier de la commande publique ; ce levier a le bon goût d'être bénéfique pour les enfants (écoles) et les personnes âgées (maisons de retraite). J'ajoute que l'approvisionnement en produits bio et locaux se fait à iso-coûts si on diminue un peu les rations de viandes ! Évaluer la demande locale, susciter l'offre correspondante, nouer les bons partenariats... tout cela est difficile à mettre en œuvre. Voilà à quoi nous formons des chefs de projet. Il faut encourager cette formation.

**Plus de renseignements sur le site : <https://fermesdavenir.org>**

**Propos recueillis par Julien Motte**

## AGENDA

### ■ 12/15 octobre, Lourdes

9<sup>ème</sup> rendez-vous spirituel des élus. Pèlerinage sur le thème : « Solidarité contrainte, solidarité voulue ». Renseignements : [spep@sainte-clotilde.com](mailto:spep@sainte-clotilde.com)

### ■ 25 novembre, Amiens

« Faire bien avec moins », forum pour les élus locaux. Renseignements : [contact@forum.ccf.fr](mailto:contact@forum.ccf.fr)

Retrouvez le détail de notre agenda sur : [www.forum.ccf.fr](http://www.forum.ccf.fr)